

Mercredi (après-mid) 10 juin 2015

Direction de l'économie publique**77 2014.RRGR.1155 Motion 237-2014 Seiler (Trubschachen, Les Verts)
Mort et empoisonnement des abeilles**

N° de l'intervention: 237-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 17.11.2014
Déposée par: Seiler (Trubschachen, Les Verts) (porte-parole)
Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
Stähli (Gasel, PBD)
Cosignataires: 19
Urgence: refusée le 20.11.2014
N° d'ACE: 380/2015 du 1^{er} avril 2015
Direction: ECO

Mort et empoisonnement des abeilles

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. d'élaborer un plan d'action sur l'empoisonnement des abeilles ;
2. de définir les rôles et la collaboration entre le Service phytosanitaire, la police et les spécialistes du domaine ;
3. de définir des sanctions pour l'utilisation de produits phytosanitaires non autorisés ou l'utilisation négligente de produits phytosanitaires homologués ;
4. de créer les bases d'un soutien financier direct aux apiculteurs et apicultrices.

Développement :

Samedi 26 avril 2014, les apiculteurs et apicultrices de la région de Zäziwil et alentour ont constaté que leurs abeilles avaient été empoisonnées. Pendant plus de dix jours, 23 ruchers comptant 172 colonies ont subi d'énormes pertes parmi les butineuses. De nombreuses colonies ont bien failli s'effondrer ; ce n'est que grâce à de vastes mesures d'urgence que leur disparition totale a pu être évitée. L'association d'apiculture de Zäziwil, sous la conduite de son président Walter Leuenberger, a immédiatement lancé des mesures d'urgence avec les apiculteurs et apicultrices. Des échantillons d'abeilles empoisonnées ont été prélevés dès le premier jour de l'hécatombe. Le Service sanitaire apicole (SSA) est intervenu le 28 avril en prélevant immédiatement des échantillons sur les cultures fruitières et en examinant tous les ruchers fortement touchés. De leur côté, les apiculteurs et apicultrices concernés n'ont pas chômé pour tirer cette affaire au clair, ils ont notamment porté plainte contre X.

Les échantillons analysés ont donné des résultats décevants, aucune cause n'ayant pu être identifiée. La SSA a donc envoyé les mêmes échantillons en Allemagne dans un laboratoire spécialisé dans les abeilles. Dans le même temps, différents acteurs et actrices tels que les associations d'agriculteurs et de culture fruitière, l'Office fédéral de l'agriculture, le Service phytosanitaire cantonal et Agroscope, ont organisé une réunion de crise pour définir d'autres mesures.

Les résultats sont arrivés d'Allemagne début juin : du Fipronil, une substance hautement toxique pour les abeilles produite par l'entreprise BASF, a été trouvé dans les échantillons d'abeilles. Un échantillon de plantes prélevé sur des cultures fruitières contenait aussi du Fipronil. Le Fipronil est semi-systémique, c'est-à-dire que l'insecticide agit tant par contact que par l'intermédiaire des fleurs et des feuilles des plantes, persistant longtemps dans les sols et les tissus végétaux. Les valeurs de trois échantillons dépassaient légèrement la dose létale médiane (DL50) et les valeurs d'un échantillon étaient légèrement en-dessous. La DL50 est un indicateur qui mesure la dose de substance causant la mort de 50 pour cent des abeilles en 48 heures.

Le Fipronil n'a jamais été autorisé dans les cultures fruitières en Suisse. Cette molécule est utilisée comme substance active de l'insecticide Régent pour le traitement des semences de céréales contre les vers fils de fer. Cette substance n'est désormais plus autorisée, le délai de vente et d'utilisation ayant échu le 11 mars 2014.

Au moment de l'empoisonnement, les pissenlits et certaines cultures fruitières étaient en fleurs ; il n'y avait en revanche pas de colza en fleurs dans les environs. On ne peut pas exclure que les semences d'autres cultures se soient propagées sur les pissenlits ou les cultures fruitières. Aucune trace de Fipronil n'a été trouvée dans les échantillons de cultures de maïs, de céréales de printemps et de pommes de terre. Du Fipronil a en revanche été trouvé dans cinq autres échantillons prélevés sur des arbres fruitiers. Il est intéressant de relever à cet égard que l'analyse d'une variété de pommes à floraison précoce poussant au milieu d'un vaste verger était négative. Une grande partie des arbres fruitiers commençait à fleurir au moment de l'empoisonnement et il y avait probablement des pissenlits en culture intercalaire. Lorsque les cultures fleurissent, nos abeilles butinent de toutes parts à un rythme effréné. On ne peut pas non plus exclure l'incompatibilité d'un fongicide avec le principe actif Fipronil.

Le Parquet général ne s'est malheureusement pas saisi de la plainte, raison pour laquelle les apiculteurs et apicultrices ont déposé un recours auprès de la Cour suprême. En fin de compte, les apiculteurs et apicultrices de Zäziwil n'ont été soutenus par le canton à aucun moment dans cette affaire d'empoisonnement. Quant à être indemnisés pour leurs pertes et leurs tracas, n'en parlons même pas. Le canton de Berne n'a défini aucune procédure en cas d'empoisonnement d'abeilles, le flou règne autour de la marche à suivre et des sanctions.

Ces événements montrent que le canton de Berne doit définir une procédure à suivre en cas de forte mortalité des abeilles. Il faut également prendre les mesures préventives nécessaires pour éviter l'empoisonnement des abeilles.

Le rôle des abeilles domestiques dans l'écosystème est bien connu : sous nos latitudes, elles pollinisent plus de 80 pour cent des plantes à fleurs. Différents facteurs rendent le travail des apiculteurs et apicultrices de plus en plus difficile. Une grande partie de la production nationale de denrées alimentaires dépend cependant de la pollinisation par l'abeille domestique. L'abeille domestique est ainsi l'un des animaux d'élevage les plus importants. Dans ces conditions, il faut apporter un soutien financier adéquat aux apiculteurs et apicultrices, p. ex. sous forme de contribution annuelle par colonie et d'indemnisation en cas de pertes extraordinaires.

Réponse du Conseil-exécutif

La contamination d'un produit phytosanitaire a été identifiée comme étant à l'origine du cas d'empoisonnement d'abeilles rapporté dans la motion, résultat confirmé par le fabricant étranger et permettant d'exclure toute utilisation illégale, ou résultant d'une négligence, d'un produit phytosanitaire dans l'arboriculture. Le Conseil-exécutif partage toutefois l'avis du motionnaire selon lequel des cas d'empoisonnement d'abeilles pourraient se reproduire à l'avenir.

Points 1 et 2

Les points 1 et 2 de la présente motion relèvent du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, le Conseil-exécutif dispose d'une marge de manœuvre relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités d'exécution du mandat. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Vu la complexité du cas survenu à Zäziwil, il n'a pas toujours été possible de définir clairement les tâches et les rôles des différents acteurs. Le Conseil-exécutif est donc favorable à l'établissement d'un plan d'action et à la clarification des rôles des acteurs impliqués.

Point 3

Les sanctions prévues en cas d'utilisation de produits phytosanitaires illicites ou de négligence lors du traitement avec des produits phytosanitaires homologués sont entièrement réglées dans la loi fédérale sur l'agriculture (loi sur l'agriculture, LAgr; RS 910.1, art. 169 et art. 173). Il n'y a donc pas lieu d'intervenir au niveau cantonal.

Point 4

Le canton soutient aujourd'hui déjà les apiculteurs et apicultrices par une contribution annuelle de 500 000 francs. Il rembourse à la Caisse des épizooties les dépenses engagées pour lutter contre les maladies des abeilles et soutenir le Service sanitaire apicole (organisation d'entraide dans l'apiculture dotée d'une personnalité juridique propre, aux coûts de laquelle la Confédération et les

cantons participent à part égale par une contribution de 40 pour cent au maximum chacun). Les apiculteurs et apicultrices, quant à eux, apportent une contribution de quatre francs par colonie aux coûts de la lutte contre les épizooties.

Par ailleurs, la mise en œuvre du «Concept de promotion de l'apiculture dans le canton de Berne» s'accompagne de diverses mesures, notamment dans le domaine de la formation. Vu les conditions financières générales du canton, le Conseil-exécutif ne voit pas de possibilité de venir en aide directement aux apiculteurs et apicultrices. Il déconseille en outre au canton de faire cavalier seul.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption

Point 2: adoption

Point 3: adoption et classement

Point 4: rejet

Le président. Wir starten in die Nachmittagssession. Beim Mittagessen gab es offenbar noch verschiedene Diskussionen um die Frage, ob sich Frau Grossrätin Brunner heute Vormittag unter ihrem eigenen Namen hätte einloggen sollen und eben nicht als Frau Baltensperger. Selbstverständlich ist das korrekt. Ich habe noch kurz überlegt, was besser wäre, wenn jemand ein fremdes Votum vorliest. Es wäre wohl tatsächlich korrekter gewesen, wenn Frau Brunner sich als Frau Brunner eingeloggt und dann einfach das Votum von Frau Baltensperger gelesen hätte. Aber es geschah ja innerhalb der eigenen Fraktion. Danke für diesen Hinweis.

Wir sind noch bei der Volkswirtschaftsdirektion und kommen nun zu Traktandum 77. Wie gestern bereits angekündigt, wurden die Geschäfte 78 und 79 zurückgezogen. Das heisst, wir haben nun noch ein Geschäft der VOL. Es geht um die Motion Seiler, «Bienensterben und Bienenvergiftungen: Massnahmen sind fällig!» Der Regierungsrat ist bereit, die Ziffern 1–3 anzunehmen. Er beantragt, Ziffer 3 gleichzeitig abzuschreiben. Ziffer 4 lehnt er ab. Deshalb frage ich nun gleich, ob die Ziffern 1–3 bestritten sind. Das ist nicht der Fall. Dann bitte ich Sie, sich in der Debatte inhaltlich auf die Abschreibung der Ziffer 3 und auf Ziffer 4 zu konzentrieren. Der Motionär, Herr Grossrat Seiler, hat das Wort. Wir führen eine freie Debatte.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ein Emmentaler Krimi: Letztes Jahr am 26. April stellten die Imker der Umgebung von Zäziwil eine massive Bienenvergiftung an 23 Bienenstämmen mit 172 Völkern fest. Hunderttausende von Bienen wurden vernichtet. Man suchte intensiv nach der Ursache. Die Staatsanwaltschaft wollte der Sache nicht nachgehen, deshalb reichte man mit Hilfe eines Anwalts eine Beschwerde ein. Die Imker gaben, unterstützt vom Bienengesundheitsdienst (BGD), nicht auf. Erst bei einer zweiten Untersuchung der vergifteten Bienen und Pflanzen, die man in Deutschland machen liess, wurde das hochgiftige Fipronil festgestellt. Dieses Insektizid war in der Schweiz nie zugelassen. Die Imkerinnen und Imker haben in dieser langen Zeit, bis das tödliche Gift festgestellt wurde, viel Schaden und Arbeit getragen und ertragen. Ohne sie wäre dieser Skandal nie aufgedeckt worden. Und das ist nur die Spitze des Eisbergs der ganzen Geschichte. Und Sie, Herr Regierungsrat Rickenbacher, haben das Hinstehen und Aushalten der Imkerinnen und Imker in der Antwort zur Motion mit keinem Wort gewürdigt oder auch nur erwähnt – schade!

Ich bin mit dem Antrag der Regierung einverstanden und bin froh, dass die Punkte 1 und 2 zur Annahme empfohlen wurden. Bei Punkt 3 bin ich mit dem Vorschlag der Regierung einverstanden. An Punkt 4 halte ich fest, wandle ihn aber in ein Postulat. Werte landwirtschaftstätige Nutzer und Unterstützer, das Wohl des wohl wichtigsten Nutztiers für Mensch, Landwirtschaft und die Erhaltung der Artenvielfalt, ist die Honigbiene. Neben Wachs- und Honigertrag ist die Biene an der natürlichen Befruchtung der Pflanzen entscheidend beteiligt. Die grösstmögliche Ernährungssouveränität hängt also zum grössten Teil von unserer Honigbiene ab. Sie gehört aber auch zu den empfindlichsten Lebewesen. Das Bienenvolk, als sehr sensibler Organismus, ist der Landwirtschaft mit ihren maschinengerechten Monokulturen und dem Einsatz von Pestiziden schutzlos ausgeliefert. Lokal, national und weltweit berichten Bienenhalter über immer grössere Schwierigkeiten. Sie halten sich während der Saison täglich mit anspruchsvoller Arbeit bei ihren Bienen auf. Sie sind gleichzeitig Liebhaber, Halter, Pfleger und Forscher. Ohne sie gäbe es keine Honigbiene, und das Resultat können Sie sich ausmalen.

Für die Existenzsicherung der Landwirtschaft sind Bienen und Bienenhalter wichtiger als Bundesgeld. Im Kanton Bern gibt es rund 30 000 Völker. Wenn wir für jedes Volk zum Beispiel 20

Franken an den Halter sprechen, beispielsweise ausbezahlt über den Bieneninspektor, dann ergibt das 600 000 Franken pro Jahr. Wurde hier im Grossen Rat jemals so wenig Geld so sinnvoll investiert? Also stimmen Sie Punkt 4 als Postulat bitte zu. Für die grosse und unentbehrliche Arbeit danke ich den Imkerinnen und Imkern, den Bienenvereinen und den Verantwortlichen von ganzem Herzen. Ich hoffe, Sie haben die Wichtigkeit dieser Motion erkannt.

Le président. Wir haben somit bei den Ziffern 1–3 keine Differenzen zwischen Motionär und Regierung, das heisst, wir werden nun nur über Ziffer 4 diskutieren. Sie wurde in ein Postulat gewandelt. Ich hoffe, die Fraktionssprecherinnen und -sprecher sind so flexibel, dass sie ihre Voten entsprechend anpassen. Nun folgt ein kurzer Unterbruch für die Verabschiedung einer Mitarbeiterin des Parlamentsdienstes.

Hommage à Mme Anneliese Racle, collaboratrice du Service des finances et de l'OSLJ

Le président. Permettez-moi d'interrompre brièvement les débats pour nous permettre de remercier une personne qui durant plus de vingt ans a œuvré dans l'ombre au service du parlement, à votre service plus précisément, puisque c'est elle qui s'est occupée du versement de vos indemnités – ohne diese Person hätten Sie Ihre Entschädigungen nie ausbezahlt bekommen. Mme Annelise Racle va prendre sa retraite dans quelques jours et nous avons jugé important de la remercier ici devant le plénum pour son dévouement et son engagement. Entrée au service de la Chancellerie d'Etat le 1^{er} juin 1986, elle a été dans un premier temps collaboratrice auprès de ce qui s'appelait à l'époque l'Office d'information et de relations publiques, aujourd'hui ComBE, et ceci jusqu'en 1994. C'est en qualité de comptable qu'elle s'occupe notamment de l'enregistrement et du contrôle du versement de nos indemnités parlementaires. Précise, amoureuse du travail bien fait, Annelise a toujours été à votre service, dans l'ombre certes, mais avec amabilité et entregent elle a su répondre à vos questions et ce dans les deux langues. C'est le bel exemple d'une Romande qui a quitté à l'époque le Jura bernois pour venir travailler ici à Berne dans un environnement germanophone; même s'il est vrai que les chiffres sont les mêmes en allemand qu'en français, c'est un beau défi qu'il me plaît de relever ici en plénum. C'est tout à son honneur et elle mérite toute notre gratitude. Je vous demande de bien vouloir lui témoigner votre reconnaissance et vos remerciements par vos applaudissements. Chère Annelise, au nom du Grand Conseil du canton de Berne, je me permets de vous remettre ce modeste bouquet et je vous souhaite le meilleur pour votre prochaine retraite. *(L'assemblée se lève et applaudit. Le président remet un bouquet de fleurs à Mme Racle.)*

Zwei weitere Verabschiedungen werden wir ganz am Schluss des Nachmittags vornehmen. Nun kommen wir zu den Fraktionsäusserungen. Herr Grossrat Stähli hat das Wort für die BDP.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Es ist sehr schade. Ich habe ein flammendes Votum zugunsten der Bienen vorbereitet. Wir haben selber eine grosse «Hostet» und viele Bienen, die eben diesen Winter eingingen. Nun muss ich dieses Votum aber nicht halten, und ich zeige mich flexibel, erspare Ihnen die Zeit und beschränke mich auf die Punkte der Motion, die noch wichtig sind. Es freut mich, dass der Regierungsrat die ersten drei Punkte der Motion annehmen will und damit zeigt, dass ihm künftig bei Vergiftungen oder unerklärlichem Bienensterben ein professionelles Vorgehen aller Stellen wichtig ist. Ich freue mich, wenn auch der Grosse Rat die Imker nicht im Stich lässt und diese drei Punkte als Motion überweist.

Somit geht es hier um Punkt 4. Er verlangt eine direkte finanzielle Unterstützung durch den Kanton. Direkte Hilfe hätte mir eigentlich sehr gefallen. Diese 20 oder 30 Franken würden dem Imker unmittelbar zukommen. Nach der ablehnenden Antwort durch den Regierungsrat habe ich mich aber als Mitmotionär bei der kantonalen Bienenfachstelle erkundigt und sehen müssen, dass dieser Punkt zu viel administrativen Aufwand verursachen würde. Wegen der vielen Klein- und Hobbyimker und den vielen Ein- und Aussteigern im Bienengeschäft im Zusammenhang mit den verschiedenen einschlägigen Filmen, würde einen unverhältnismässiger Aufwand entstehen, der auch nicht zielführend wäre. Sollte es künftig den Bienen noch mehr an den Kragen gehen, dann kann immer noch eine entsprechende Motion eingereicht werden. Im Namen der BDP-Fraktion empfehle ich Ihnen deshalb, dem Regierungsantrag zu folgen.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Ich spreche nur noch zu der finanziellen Unterstützung der Imkerinnen und Imker gemäss Punkt 4 dieses Vorstosses. Wir vertreten die Haltung, dass sich der

Kanton insbesondere im Bereich der Krankheitsbekämpfung und der Gesundheitsförderung der Bienen finanziell engagieren soll. Für uns ist darum das derzeitige Vorgehen des Kantons richtig. Allenfalls ist ein finanzielles Engagement im Bereich der Ausbildung, also bei den Grundkursen und auch bei der Weiterbildung, sinnvoll. Eine direkte Unterstützung der Imkerinnen und Imker erachten wir hingegen als wenig zweckmässig. Der administrative Aufwand wurde bereits erwähnt. Uns erscheint ausserdem, dass die Idee, Bienenhaltung mit finanziellen Anreizen attraktiv zu machen, in die falsche Richtung geht. Leute, die Bienenvölker nur haben, um finanzielle Beiträge einzuheimsen, sind erfahrungsgemäss keine guten Stützen beim Bekämpfen von Krankheiten und Bezüchten von neuen Königinnen. Damit würden vermehrt kranke Völker durchgeseucht, die man vielleicht längstens hätte eliminieren sollen. Ich kann das aus Erfahrung sagen! Wer in unserer Gegend nicht aus Freude an diesem Hobby imkert, der hat in der Bienenhaltung wenig oder nichts verloren. Wenn wir etwas für die Bienen tun wollen, dann müssen wir Weiden pflanzen und Krokussen, damit sie früh im Frühling etwas zu Fressen haben, und die Bauern sollen Phacelia sähen, weil das eine ganz wichtige Futterquelle für die Bienen ist. Davon profitiert man als Imker effektiv. Aber eine Zwanzigernote pro Volk scheint uns ein falsches Zeichen. Wir lehnen deshalb Punkt 4 dieses Vorstosses ab.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Wir werden bei Punkt 4 vermutlich grossmehrheitlich das Postulat ablehnen. Wir haben ihn in der Fraktion nicht als Postulat diskutiert. Nach meiner Einschätzung sind wir nicht bereit, zukünftig allen Imkerinnen und Imkern einfach so Geld zu geben. Imker sein ist nicht einfach an sich schon ein Gütesiegel. Das ist vielleicht ähnlich, wie bei einem Bauern. Auch ein solcher kann allenfalls Tiere schlecht halten. Ähnliches gibt es sicher auch bei den Imkern. Es sind sicher wenige, aber die möchte man nicht zusätzlich subventionieren. Abgesehen davon erhalten die Imker und Imkerinnen ja bereits Geld von Kanton und Bund. Das ist auch richtig. Meines Erachtens könnte man es überprüfen. Ich persönlich werde dem Postulat zustimmen, doch ich glaube nicht, dass wir hierfür eine Mehrheit gewinnen. Aus meiner Sicht macht es Sinn, zu überprüfen, ob allenfalls mehr Geld gebraucht wird und wer es bekommen soll. Mir ist allerdings sehr wichtig, dass vor allem in die Ausbildung der Imkerinnen und Imker investiert wird, sodass diese eben ihre Völker richtig halten und mit ihnen gut umgehen.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Meines Erachtens beweist bereits die Annahme der ersten Motion von Lars Guggisberg heute morgen, wie auch die Tatsache, dass hier die ersten drei Punkte nicht bestritten sind, dass wir ein bienenfreundliches Parlament sind. Bienen sind sicher etwas Wichtiges. Trotzdem kann ich mich weitestgehend meinen Vorrednern anschliessen. Ob die vorgeschlagene Unterstützung von 20 Franken pro Bienenvolk erstens zielführend und zweitens bürokratisch vertretbar ist, stellen wir in Frage. Der Aufwand für die Auszahlung dieser 20 Franken steht sicher in keinem guten Verhältnis zu dem Betrag, der effektiv beim Imker ankommt. Noch eine kurze Bemerkung zur Aussage des Motionärs bezüglich der ersten drei Punkte: Die Bienen seien der Landwirtschaft schutzlos ausgeliefert. Das kann ich natürlich in dieser Form nicht hinnehmen. Die Schweizer Bauern halten strenge Vorschriften ein, namentlich auch beim Einsatz von Pflanzenschutzmitteln. Sehr viele Mittel, die im Ausland üblicherweise genutzt werden, sind in der Schweiz nicht gestattet, zum Beispiel das Spritzen von reifem Getreide. Ich kann Ihnen sagen, wenn sie etwas Gutes tun wollen, dann essen Sie Schweizer Produkte. Damit sind Sie viel weiter und viel besser und essen viel gesünder, als wenn Sie importierte Nahrungsmittel essen, die manchmal mit sehr fragwürdigen Methoden produziert werden und auch noch mit heftigen Folgen für die Bienen dort. Wir beantragen Ablehnung des Postulats.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Bzzzzz, bzzzzz! (*M. Grivel commence son allocution en imitant le bourdonnement d'une abeille.*) Bonjour, je m'appelle Maya l'abeille et cet après-midi je viens butiner au parlement! Je serai très bref. Après A vient B, après 76 vient 77, après l'élevage des reines et la définition des zones de protection, je suis triste aujourd'hui: on parle de la mort et de l'empoisonnement des abeilles travailleuses mes collègues. S'il vous plaît, redonnez-moi le sourire, acceptez les trois points de la motion et acceptez le postulat du point 4. Maya l'abeille vous remercie, au revoir, bzzzzzzz! (*Hilarité*)

Le président. Herzlichen Dank für diese Auflockerung, Herr Grivel. Nun hat Frau Grossrätin Machado Rebmann für die Grünen das Wort.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die grüne Fraktion ist mit der Regierung einverstanden, wenn sie Punkt 3 abschreiben will, denn die Tatbestände der illegalen oder fahrlässigen Anwendung von Pflanzenschutzmitteln sind in der Tat auf Bundesebene im Landwirtschaftsgesetz geregelt. Für dessen Vollzug ist hingegen der Kanton Bern zuständig. Hier hätte sich der Regierungsrat in seiner Antwort etwas konkreter äussern dürfen. Wer ist zuständig? Das ist natürlich die Volkswirtschaftsdirektion. Welches Amt ist es, und welche Rolle spielt die Staatsanwaltschaft? Vielleicht kann der Herr Regierungsrat später dazu Stellung nehmen. Zum vierten Punkt: Er verlangt die finanzielle Unterstützung der Imkerinnen und Imker. Man kann sich schon fragen, ob man zu einem grossen Teil Hobbyimkerinnen und -imker unterstützen soll. Verlangt wird ein kleiner Betrag von beispielsweise 20 Franken. Dieser Betrag würde dann im besten Fall zu einer Meldung der Bienenvölker führen, zur Beratung und Förderung der Gesundheit und zur Vermeidung von Krankheiten. Das würde sich in jedem Fall lohnen, denn die Bienen sind die wichtigsten Nutztiere. Ohne Bienen gäbe es 80 Prozent weniger Nahrungsmittel und keine Blumen mehr. Bienen bedeuten mehr als Honig, wie wir schon gehört haben. Bienenvölker sind ein sensibler Organismus in einem sensiblen Ökosystem. Sie sollten uns das Geld wert sein. Darum stimmt die grüne Fraktion dem Postulat in Punkt 4 zu.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Ich glaube, heute wird diesen Bienen alle Ehre erwiesen. Darüber wird ein bisschen viel diskutiert. Das ist gut so. Darum kann ich es mit Punkt 4 kurz machen. Weil der Kanton die Imker gegenwärtig bereits mit 500 000 Franken unterstützt, und weil wir auch viele Hobbyimker haben, ist dieser Punkt als Postulat ausreichend. Die glp unterstützt das Postulat vollumfänglich.

Le président. Damit haben sich alle Fraktionen, die das gewünscht haben, geäussert, und wir kommen zu den Einzelvoten.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Es ist unbestritten, dass die Bienen wichtig sind. Noch unbestrittener ist, dass Bienenhaltung eine Wissenschaft ist. Die Bienenhaltung ist sehr komplex geworden und mit den vielen möglichen Krankheiten noch komplexer. Ich möchte an dieser Stelle der Volkswirtschaftsdirektion, dem Veterinärschutz und dem Bienengesundheitsdienst ganz herzlich danken. Sie machen seit vielen Jahren schon unglaublich gute Arbeit, geben Faltblätter und weitere Informationen heraus und machen viele Weiterbildungen. Genau deshalb empfehle ich Ihnen, Punkt 4 auch als Postulat abzulehnen. Um die Qualität der Bienenhaltung, der Imker, des Honigs und der Landwirtschaft hoch zu halten, braucht es nämlich nicht Geld. 20 Franken pro Bienenvolk machen nicht aus, dass man besser imkert, wie alle Bienenhaltenden wissen. Man imkert besser, wenn man weiss, worum es geht. Das heisst, wenn man Aus- und Weiterbildungen erhält. Dann weiss man, wie sich neue Krankheiten verbreiten und wann man Prävention macht. Ob man die Bienen in einem Bienenhaus hält, oder ob man lieber draussen imkert, wo es hell ist und man sie genauer sieht. Auch ein guter Augenarzt oder Optiker hilft weiter. Ich weiss nicht, ob Sie sich bewusst sind, dass die Varroamilbe sehr, sehr klein ist. Wenn man mit dem Gesichtsschutz für das Imkern vor Augen versucht, das winzig kleine Varroamilbchen zu finden, dann ist Helligkeit ein sehr wichtiger Teil der Prävention. Die Qualität hängt also nicht vom Geld ab.

Ganz schön habe ich das Votum von Niklaus Gfeller gefunden. Man kann nämlich beim Anpflanzen sehr viel beeinflussen. Die Bauern können dort mithelfen, und wir alle auch. Und wenn Sie heute Abend zuhause sind, schauen Sie doch, welche Spritzmittel Sie benutzen und ob dort nicht auch darauf steht, man solle sie nicht verwenden, wenn die Bienen unterwegs sind. Werfen Sie sie dann gleich weg. Aber vorher lehnen Sie bitte noch das Postulat in Punkt 4 ab.

Le président. Ich habe keine weiteren Wortmeldungen aus dem Rat. Daher gebe ich dem Herrn Volkswirtschaftsdirektor Rickenbacher das Wort.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich bedanke mich für die Debatte und schliesse mich dem Dank des Motionärs, Grossrat Seiler, an die Imkerinnen und Imker an für ihre Leistung im konkreten Fall in Zäziwil und auch ganz generell in unserem Kanton für diesen wichtigen Bereich. Ich gestehe, dass man das in der schriftlichen Antwort hätte erwähnen müssen. Nun komme ich zum übrig gebliebenen Punkt 4. Die Regierung empfiehlt Ihnen, diesen Punkt abzulehnen. In der schriftlichen Antwort auf die Motion haben wir dargelegt, was bereits heute unternommen wird. Wir unterstützen die Imkerei im Kanton finanziell in wesentlichem Ausmass, und

wir engagieren uns in der Aus- und Weiterbildung. Das sind die entscheidenden Elemente, um die Imkerei im Kanton Bern zu unterstützen, wie wir in der Debatte gehört haben. Ein kleiner Beitrag pro Bienenvolk würde zudem wahrscheinlich im diskutierten Bereich kaum wahnsinnig viel bringen, wie wir in der Debatte auch gehört haben.

Es ist gefragt worden, wo eigentlich die Zuständigkeiten liegen. Zuständig ist die Volkswirtschaftsdirektion und dort das Amt für Landwirtschaft und Natur. Innerhalb dieses Amtes gibt es eine Fachstelle, die sich um die Problematik und Förderung der Bienenzucht ganz generell kümmert. Ich glaube, damit haben wir eine gute Struktur. Mit dieser Fachstelle können wir uns sehr direkt um die Probleme und Herausforderungen kümmern. Auf die Staatsanwaltschaft haben wir selbstverständlich keinen Einfluss. Diese gehört zur dritten Gewalt, die von der Politik unabhängig sein soll. Die Regierung ist in Punkt 4 ganz klar der Auffassung, dass wir als Kanton keinen Alleingang einschlagen sollten. Der bisherige Weg hat sich bewährt und auch mit der Überweisung der Motion Guggisberg, «Belegstationen mit Schutzzonen für die Zucht von Bienenköniginnen» heute Morgen, wurde der weitere Weg aufgezeigt. Deswegen empfiehlt Ihnen die Regierung, Punkt 4 abzulehnen.

Le président. Nun hat Herr Grossrat Seiler als Motionär noch einmal das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Aus der öffentlichen Kasse wird wahrscheinlich mehr in Massnahmen gegen die Bienen investiert, als für sie. Eine Entschädigung ist eine Anerkennung für wohl eine der wichtigsten Arbeiten. Wenn Sie da geizig sind, dann finde ich das sehr schade. Wenn Sie das nächste Mal eine Biene sehen, dann denken Sie doch daran, dass ein Grossteil unserer Nahrungsmittel entscheidend von der Insektenbestäubung abhängt. Es handelt sich dabei um eine unerlässliche Ökosystemdienstleistung. Eine Landwirtschaft, die das Überleben der Bienen gefährdet, hat keine Berechtigung mehr, weil sie ihr eigenes Ziel verunmöglicht, nämlich gesunde Lebensmittel in genügender Menge herzustellen. Die Bienen sind die effizientesten und kostengünstigsten Seismographen, die den Stand unserer existenziellen Lebensgrundlagen anzeigen. Geht es den Bienen zunehmend schlechter, dann nehmen auch die Ressourcen für eine langfristige und gesunde Lebensmittelproduktion ab. Als Alternativer weiss ich, dass wir ja Syngenta und Monsanto haben. Das bringt Geld und ist wirtschaftsfreundlich. Allerdings greift das nur kurzfristig, denn die Reparaturkosten sind nicht einberechnet. Die Imkerinnen und Imker direkt zu unterstützen, ist langfristig die effizienteste und wohl wichtigste Wirtschaftsförderung überhaupt. Das ist wichtig.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Ich würde gerne über den Antrag des Regierungsrats zu den Ziffern 1–3 gemeinsam abstimmen. Er ist in diesen Punkten vom Motionär ja nicht bestritten. Dann stimmen wir separat über Ziffer 4 als Postulat ab. Ist das bestritten? – Nein, dann können wir in dieser Art abstimmen.

Wer die Ziffern 1–3 des Vorstosses gemäss dem Antrag des Regierungsrats überweisen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (proposition du Conseil-exécutif concernant les ch. 1 à 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption des ch. 1 à 3, classement du ch. 3

Oui 144

Non 0

Abstentions 0

Le président. Sie haben die Ziffern 1–3 im Sinne des Regierungsrats überwiesen. Nun kommen wir zu Ziffer 4 als Postulat. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 63

Non 72

Abstentions 7

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt. Damit ist dieses Geschäft bereinigt.